

### **Tribune libre: "Nous ne croyons pas à l'action collective"?**

C'est ce que parfois les collègues disent. Dommage ! Parce que l'Europe toute entière n'est que le fruit d'une immense, gigantesque, titanesque action collective. Et qui doit le rester.

Les institutions européennes et sa fonction publique sont en principes garants de la vitalité de cette action collective. C'est pourquoi les projets qui sont conçus pour les faire fonctionner se doivent d'être ambitieux.

Quand l'action cesse d'être collective, dirigée par des intérêts particuliers qui laissent en chemin le plus grand nombre, elle cesse d'intéresser.

Par des réformes successives qui n'ont eu de cesse de fragmenter le personnel en le singularisant, le Conseil a participé à ce grand désengagement pour cette formidable action collective qu'est la construction européenne. En sacrifiant son personnel sur l'autel du bouc émissaire, en omettant de défendre l'exemplarité de son modèle, en feignant de croire qu'il lui fallait être plus austère que l'austérité elle-même, rognant sur tout de manière misérabiliste et indigne de ce qu'elle est censée représenter, les institutions ont participé à sa perte en croyant (vraiment ?) se sauver. Elle n'a pas seulement abîmé la confiance qui la liait à son personnel, elle a vidé de sens une grande partie des missions qu'elle lui confiait.

Qui voudra encore venir travailler pour une administration obsolète dans son organisation et mesquine dans sa manière de traiter son personnel ?

Quel(le)s jeunes talentueux (ses) penseront à lui proposer leur service pour une carrière sans panache ? Qui peut rêver d'une organisation du travail héritée d'un siècle qui depuis longtemps n'est plus ? Qui inspireront un mode d'animation et de motivation du personnel qui ne sait plus faire la synthèse des aspirations des jeunes générations et de ses plus anciens ? Qui fera confiance à un système qui dresse les uns contre les autres des milliers de talents, en les opposant dans une compétition délétère et angoissante plutôt qu'en les amenant à coopérer, utilement, sereinement ?

Le personnel ne s'oppose pas au changement, il est même nécessaire. Mais les décisions prises doivent se penser en fonction de la manière dont elles affectent ceux auxquelles elles s'adressent. Prévoir, anticiper, accompagner, c'est ce que nous souhaitons.

Nous croyons à l'action collective, parce que seule la détermination du plus grand nombre, traduite en nombre d'adhérents et en votes de soutien, peut rendre forte et légitime notre

action quand en votre nom nous nous opposons à l'atomisation du personnel en catégories concurrentes et antagonistes et aux inégalités de traitements que cette atomisation entraîne.

L'Europe a besoin d'être défendue et nous sommes son premier rempart : aidez-nous à nous aider, collectivement, seuls, nous ne sommes rien.

## **Tribune libre: "Les syndicats ne servent à rien !"**

C'est une phrase que nous entendons parfois.

Les syndicats ne sont pas des corps étrangers, extérieurs, dotés de pouvoirs d'intercession qui tomberaient de la lune. Les syndicats, c'est NOUS TOUS.

Les syndicats sont animés par des collègues, qui donnent de leur temps\* pour défendre ce en quoi ils croient. Leurs travaux impactent plus de 35.000 agents à la Commission !

Vous pensez que les syndicats ne servent à rien parce qu'ils n'ont pas su éviter les réformes de 2004 et 2014 et leur cortège de mesures qui délitent la fonction publique européenne ? Pourtant, le personnel a su limiter la casse et s'opposer à la volonté des états membres les plus radicaux. Pour certains segments du personnel, il y a eu même des améliorations. Cela dit, la fonction publique n'a pas su se défendre suffisamment. Elle a été lâchée par son administration, qui a proposé au Conseil plus d'économies qu'on ne lui en demandait, détériorant ainsi pour longtemps nos conditions de travail.

Vous pensez aussi qu'ils ne servent à rien parce qu'ils n'arrivent pas à maîtriser le comportement autocratique de l'administration des DGs ? Il est vrai qu'un grand nombre de décisions sont prises sans consultation du personnel et de ses organisations. Mais les syndicats se battent quotidiennement pour que le personnel soit associé aux décisions qui l'affectent. C'est un travail de longue haleine et d'influence, car il faut faire évoluer le management vers des pratiques managériales nouvelles. Les résistances sont grandes et les changements prennent du temps.

Et puis, il faut remettre au centre des préoccupations le projet européen et défendre la qualité des femmes et des hommes qui le servent: c'est probablement la marque spécifique de U4U de rappeler sans cesse pourquoi l'Union Européenne a besoin d'une fonction publique forte, compétente, indépendante. Les décisions prises depuis 2004 ne peuvent que conduire à l'échec en favorisant la précarité du personnel, en organisant un turn-over qui détruit les compétences et les motivations, en vidant le travail de sa substance et en privant l'organisation de ce qui fit sa force: sa compétence et son expertise.

C'est cela, la réalité du syndicalisme à la Commission : du travail souterrain, peu de visibilité, de la constance, une pédagogie permanente via toutes nos publications, et *in fine*, des

changements de pratiques et des améliorations dont le personnel ne sait pas nécessairement que nous les avons portées.

Une chose est certaine, sans syndicats, rien ne s'opposerait aux caprices des politiques dont les visées sont électorales et à courte vue. Les syndicats sont encore un rempart aux excès et aux abus. Ils sont aussi l'expression nécessaire d'un jeu démocratique de contre-pouvoir. Le dialogue social est garant de la réalité de ce droit. C'est un droit, dont il faut faire usage avec sagesse, mais un droit qui se perd si on ne se bat pas pour le faire respecter.

Vous qui travaillez pour cette fonction publique, vous n'ignorez pas l'énergie qu'il faut déployer pour expliquer, encore et toujours, ce que l'on fait et pourquoi on le fait.

Alors lisez les messages des syndicats. Faites votre choix. Oui, lire, encore, toujours, avec ce défi pour nous de restituer en peu de mots une réalité complexe. Lire et s'informer plutôt que de croire la rumeur et de se laisser aller à l'émotion. Devenir véritablement acteur de nos destins et interlocuteur avisé de ceux qui décident pour nous quand ils devraient décider avec nous.

Peut-être serez-vous enfin convaincus que les syndicats servent à quelque chose.

Et si vous ne pouvez rejoindre cette poignée de collègues qui militent pour une administration meilleure, au moins, soutenez-les. Lors des élections professionnelles, votez pour ceux qui vous ressemblent et qui portent, sans les trahir, votre voix et vos idées. Soutenez-les financièrement en adhérant.

\* Seules 41 exemptions à plein temps sont accordées pour animer les OSP et les comités du personnel, pour rendre compte de leurs travaux sur des sujets nombreux et souvent complexes, pour représenter 35.000 collègues, éparpillés dans tous les états membres et, hors Union, dans plus de 150 pays.